



Soisy

SOUS-MONTMORENCY
Service de l'Action Sociale,
Logement et Petite Enfance

IB

2025- 436

DECISION DU MAIRE

PRISE LE 19 NOV. 2025

EN APPLICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL RESULTANT DE LA
DELIBERATION DU 1^{ER} FEVRIER 2024

OBJET : Renouvellement de la convention d'occupation à titre précaire d'un pavillon de type F4 sis au 3 rue des Ecoles à Soisy-sous-Montmorency

Le Maire de Soisy-sous-Montmorency,
Vice-président délégué du Conseil départemental du Val d'Oise,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°2024-02-01/06 du 1^{er} février 2024 aux termes de laquelle il a reçu délégation d'attribution du Conseil municipal,

CONSIDERANT que la commune de Soisy-sous-Montmorency est propriétaire de plusieurs biens immobiliers sur son territoire,

CONSIDERANT qu'afin de valoriser son patrimoine, la Ville consent des conventions d'occupation à titre précaire, lui permettant, à la fois, de pouvoir disposer de ses biens en vue de la réalisation d'un projet d'intérêt général.

DECIDE

Article 1 : La location à titre précaire d'un logement de type F4 au 3 rue des Ecoles à Soisy-sous-Montmorency, est consentie [REDACTED] à compter du 30 novembre 2025 pour une durée d'un an, soit jusqu'au 29 novembre 2026.

Article 2 : La recette en résultant, s'élevant à la somme mensuelle de 600 € hors charges sera imputée au budget de l'exercice en cours.

Article 3 : [REDACTED] prend l'abonnement et la consommation des fluides à sa charge.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Comptable publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des présentes dispositions.

Article 5 : La présente décision est transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Sarcelles.

Le Maire,
Vice-président délégué du Conseil départemental,

Luc STREIBANIC

Annexes de réception en préfecture
095-219503600-20251119-SOC2025DEC496-CC
Date de réception en préfecture : 19/11/2025
Date de transmission en préfecture : 19/11/2025

Transmis en Sous-Préfecture de Sarcelles le : 19/11/2025

Mise en ligne et/ou notifié le : 19/11/2025

Acte rendu exécutoire en vertu des articles L 2131-1 et L 2131-2 du CGCT Le 19/11/2025

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de 2 mois à compter de la date du « rendu exécutoire » mentionnée sur le présent acte